

Fonds des Nations Unies pour la Population

**TERMS OF REFERENCE : RECRUTEMENT D'UN ASSISTANT TECHNIQUE AU MINISTERE DE LA SANTE ET DES AFFAIRES SOCIALES DANS LE CADRE DU REPOSITIONNEMENT DE LA SANTE DE LA REPRODUCTION ET DE LA PLANIFICATION FAMILIALE.**

Hiring Office:

UNFPA Mali

Sources de financement : FPA90

Purpose of consultancy:

**1. Contexte :**

Le Mali est l'un des pays de la région du sahel ayant des niveaux faibles d'indicateurs en santé notamment en santé de la mère et de l'enfant. Si rien n'est fait pour accélérer les tendances, le pays n'atteindra pas les ODD en 2030.

Selon l'enquête démographique et de santé (EDS6) de 2018, le ratio de mortalité maternelle était de 325 pour 100.000 NV. Ces décès restent principalement liés aux hémorragies, dystocies, infections, troubles de la tension et les conséquences d'avortement. La majorité des décès maternels se présentent juste avant, pendant ou directement après l'accouchement. Bien qu'il ne soit pas possible de prédire les complications de la grossesse, il est possible d'éviter que ces complications entraînent le décès de la femme en améliorant la prise en charge des urgences obstétricales.

Selon la même source, seulement deux tiers des naissances (67%) se sont déroulés dans un établissement de santé contre 33% d'accouchements à domicile et 57% des femmes enceintes n'ont pas effectué les 4 consultations prénatales requises. En matière de planification familiale, 16% des femmes de 15-49 ans utilisent une méthode de contraception moderne avec seulement 40% de demandes satisfaites.

Nonobstant l'absence d'enquête sur la prévalence de la fistule obstétricale, la pathologie reste un problème de santé publique. En 2017, sur 244 cas de fistules, 190 (78%) ont bénéficié d'une intervention chirurgicale dont plus de la moitié sont sorties fermés et séchés (Annuaire SLIS 2017). 89% des femmes de 15-49 ans sont excisées et près de 3 filles sur 4 de 0-14 ans ont subi l'excision entre 0 et 5 ans (EDS VI).

L'évaluation de l'état nutritionnel des femmes de 15 à 49 ans révèle que 28% d'entre elles présentent une obésité contre 10% de maigre. Selon l'enquête SMART 2017, le taux de malnutrition aigüe globale et de malnutrition aigüe sévère sont respectivement de 10, 7% et 2,6% contre les seuils de l'OMS qui sont de 10% et 2%. Cette situation impacte l'état de la santé de la reproduction, et constitue un frein au développement du pays par le fait qu'elle rend plus vulnérables des individus à la maladie, et réduit considérablement leur productivité.

La santé des enfants de moins de 5 ans est affectée entre autres par les maladies respiratoires (2% des enfants), la diarrée (17% des enfants), la malnutrition avec respectivement un enfant sur quatre souffrant de malnutrition chronique, 9% de malnutrition aigüe et 19% de d'insuffisance pondérale. En outre, 82% des enfants de 6 à 59 mois souffrent d'anémie. La proportion d'enfants de 12 à 23 mois ayant reçu l'ensemble des 8 vaccins de base est de 45%.

L'enquête rapide des Soins Obstétricaux et Néonataux d'Urgence (SONU 2017) a révélé que sur l'ensemble des centres enquêtés (au total 275 centres de santé), seuls 81 centres étaient en mesure d'assurer les fonctions de base en SONU. Le plan triennal de mise à niveau des SONU suite logique de l'enquête SONU n'est toujours pas disponible.

Sur le plan légal, programmatique et institutionnel, le Ministère de la santé avec l'appui de ses partenaires, a disposé de la quasi-totalité des documents cadres en faveur de la SR. Il s'agit entre autres de la politique de santé, de la loi SR, du plan stratégique SR développé tous les 5 ans, du plan d'action national de planification familiale, du plan de santé des Adolescents et jeunes, du document de Politique Normes et procédures en SR.

Le système d'exemption de paiement pour les césariennes, mis en place depuis 2005 a contribué à l'augmentation du taux de césarienne et l'augmentation du taux de fréquentation des services de maternité. Cependant, la qualité de la prise en charge, y compris le paquet de soins offerts en CPN, l'équipement et la disponibilité des médicaments ne sont pas adéquats. Pour des raisons culturelles, peu de femmes se rendent à la première consultation prénatale au premier trimestre de leur grossesse.

Depuis 2005, le Mali a tenté d'institutionnaliser l'audit des décès maternels et c'est seulement en 2016 que le texte d'institutionnalisation a été pris et depuis, le pays dispose de directives nationales et un comité national a été mis en place. Toutefois, la fonctionnalité de ce comité et la mise en place des comités au niveau opérationnel et régional tardent à être effectives.

## **2. Justification**

En dépit des efforts déployés par le gouvernement et les partenaires au développement, la santé de la mère et l'enfant reste très préoccupante et fortement impactée par les crises multiformes (sécheresse, inondations, crises politico-sécuritaires).

L'annonce des gratuités faite par le Président de la République dans le cadre des réformes initiées par le Ministère en charge de la santé avec un focus sur les services de santé de la mère et de l'enfant vise l'accroissement de l'utilisation de ces services en vue d'obtenir l'inversion des indicateurs cités plus haut à l'horizon 2023 échéance du CREED.

Ainsi, le Ministère dans sa dynamique d'opérationnalisation de ces réformes entend hisser les débats et réflexions relatifs à la santé de la reproduction à un niveau très stratégique.

Par ailleurs les engagements pris par l'UNFPA en vue d'accélérer la capture du Dividende démographique, nécessite désormais de prendre en compte les questions émergentes ayant un lien fort avec la santé de la reproduction et la santé des mères et des enfants. Il s'agit entre autres des effets du changement climatique sur la santé de la reproduction, de la nutrition et la malnutrition et ses conséquences telles l'obésité chez les adolescentes et jeunes. Par ailleurs, la prise en compte des enjeux liés à la résilience des populations vulnérables et les changements de régime alimentaire deviennent indispensables, surtout dans un contexte marqué par des crises multiformes, une urbanisation croissante et une raréfaction des ressources. L'intégration de ces questions émergentes dans les stratégies, politiques et projets devient une priorité pour satisfaire aux objectifs de développement durable et la capture du dividende démographique.

	<p>Au regard de tout ce qui précède, le Ministre en charge des questions de santé a partagé sa vision qui tourne autour de la réduction de la mortalité maternelle, infantile et néonatale. A cet effet, il s'est engagé à rehausser l'ancrage de la santé de la reproduction avec un focus sur la santé de la mère et de l'enfant. Cela s'est traduit par la prise de la décision de création d'une direction de la santé de la reproduction. Pour cela, une commission nationale a été mise en place pour rédiger les textes de création de cette direction.</p> <p>Pour assurer une bonne opérationnalisation de cette vision, l'UNFPA a répondu favorablement à la requête du Ministère de la Santé et de l'Hygiène Publique relative à la mise à disposition d'une Assistance Technique de haut niveau pour appuyer le Ministère de la Santé dans le domaine de la Santé de la Reproduction.</p>
<p>Scope of work:</p> <p><i>(Description of services, activities, or outputs)</i></p>	<p><b>Objectifs</b></p> <p>L'objectif de l'Assistance Technique est d'appuyer le Ministère de la Santé et des affaires Sociales dans l'opérationnalisation de sa décision de création d'une direction de santé de la mère et de l'enfant en vue d'accélérer la réduction de la mortalité maternelle. L'Assistant Technique National sera basé dans les locaux du Ministère de la santé et des Affaires Sociales. au niveau du Cabinet.</p> <p>Plus spécifiquement, Il s'agit de :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Conseiller et informer le Ministre de la Santé sur tous les developpement important concernant la SR/PF</li> <li>• Appuyer la coordination générale, stratégique et programmatique du domaine de la santé de la mère et de l'enfant au sein du Ministère de la Santé</li> <li>• Contribuer à la formulation/Révision des politiques de SR et leur mise en articulation avec les politiques nationales et tous les autres cadres nationaux de politiques sectorielles pertinents</li> <li>• Assurer la Mise en place d'un cadre stratégique de positionnement et de suivi des indicateurs de la SR/PF dans tous les cadres de references nationaux pertinents et particulièrement celui des ODD</li> <li>• Organiser et coordonner le partenariat et les synergies des PTFs dans le domaine de la SR</li> <li>• Faciliter la Mobilisation de Ressources dans le domaine par une stratégie appropriée</li> <li>• Veiller à l'alignement stratégique, la coordination et l'assurance qualité des projets et programmes du domaine de la SR/PF</li> <li>• Contribuer substentiellemnt au développement des connaissances, des évidences et à la dissémination des bonnes pratiques</li> <li>• Mettre en place et opérationnaliser un cadre global de renforcement des capacités et compétences des acteurs/prestataires</li> <li>• Favoriser la coopération Sud-Sud dans le domaine de la SR/PF</li> <li>• Contribuer au renforcement du partenariat stratégique et à la mobilisation des ressources avec les partenaires multilatéraux, bilatéraux, les médias, la société civile et le secteur privé.</li> </ul> <p><b>Tâches Principales de l'Assistant Technique National : Il sera chargé de :</b></p> <p><b>Dans le domaine de la coordination et alignement avec les priorités nationales Appuyer la coordination des interventions en matière de Santé de la Reproduction et Planification Familiale,</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Mettre en place et/ou renforcer les mécanismes performants de coordination et de suivi/évaluation des interventions,</li> </ul>

- Appuyer l'animation les cadres de concertation avec l'ensemble des acteurs intervenants dans le domaine,
- Veiller à la cohérence et l'alignement des projets et plans avec le programme en place

**Dans le domaine de la gestion des connaissances:**

- Produire des Analyses sur la thématique en vue de fournir des réponses institutionnelles et programmatiques qui tiennent compte des sensibilités sociales
- Créer des mécanismes pour la capitalisation des expériences, leçons apprises, les meilleures pratiques et les stratégies/approches adaptables dans le domaines de la SR/PF. Partager et appliquer activement ces connaissances
- Conseiller et rendre compte des progrès substantiels du programme et des résultats sur la base de mécanismes appropriés et d'outils de suivi/évaluation.

**Dans le domaine du renforcement des capacités:**

- Evaluer les besoins de renforcement de capacités, contribuer au développement d'un plan et des instruments/outils de renforcement des capacités des acteurs aux niveaux national et opérationnel
- Apporter un appui substantiel à la coordination des processus de planification, de mise en oeuvre et de suivi des projets et programmes nationaux à travers des analyses et des rapports
- Fournir une assistance technique de qualité dans la conception et la formulation des programmes et projets dans le domaine de la Santé de la Reproduction/PF.
- Assurer un leadership pour la prise en compte des questions émergentes (changement climatique, urbanisation, Violences basées sur le genre, humanitaire, Nexus) dans la formulation des plans et programmes.

**Dans le domaine de la coopération Sud-Sud:**

- Favoriser la coopération sud-sud entre le Mali et d'autres pays pour la relance de la SR/PF, le développement des ressources humaines en santé, le développement du partenariat public-privé
- Initier des visites d'échanges avec les pays du Partenariat de Ouagadougou et du FP2020

**Dans le domaine du partenariat stratégique et mobilisation des ressources :**

- Identifier les opportunités de partenariat avec des organisations du secteur privé, les partenaires au développement, les médias, les organisations de la société civile et les collectivités etc.
- Développer des stratégies de plaidoyer en créant et en utilisant des argumentaires de plaidoyer basés sur les évidences pour l'accroissement des investissements dans la SR/PF
- Créer des opportunités et coordonner la conduite de dialogues pour le renforcement de la multisectorialité et l'augmentation du budget de l'état en faveur de la SR/PF,
- Initier la tenue de sessions de plaidoyer à l'endroit des leaders religieux et communautaires pour renforcer les partenariats existants en vue d'accroître leur engagement pour la SR/PF et améliorer environnement de la SR/PF.
- Identifier, compiler et analyser les engagements internationaux et nationaux

	<p>pris par le gouvernement du Mali en matière de promotion de la SR/PF et assurer le suivi de leur mise en oeuvre.</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Produire des résumés de projet, papiers de conférence, discours, profils des donateurs, bulletins</li> <li>• Participer aux réunions des donateurs et aux événements publics.</li> </ul>
Duration and working schedule:	La durée totale de la consultation est de 11 mois à compter du 1 <sup>er</sup> février 2020.
Place where services are to be delivered:	Bamako/ Mali avec la possibilité de déplacement dans les régions.
Delivery dates and how work will be delivered (e.g. electronic, hard copy etc.):	Les rapports et tout autre document produit seront transmis en version dure et électronique.
Monitoring and progress control, including reporting requirements, periodicity format and deadline:	<p>Le consultant travaillera en collaboration directe avec le Ministère de la Santé notamment avec le cabinet du Ministère. Il sera basé au Cabinet du Ministère à 75% de son temps et à l'UNFPA (25% de son temps)</p> <p>Le consultant soumettra au Ministère et à l'UNFPA :</p> <p>Un plan de travail détaillé sur la période du contrat (au démarrage de contrat)</p> <p>Un compte rendu de réunion avec propositions de d'actions et de recommandations pour toutes les réunions stratégiques auxquelles il participera ;</p> <p>Un rapport d'activités de façon mensuelle</p> <p>Un rapport final en fin de contrat.</p> <p>Les documents d'analyse, bonnes pratiques et tout autre document produit dans le cadre de son travail.</p> <p>Résultats attendus :</p> <p>A l'issu de cette consultation de 11 mois, il est attendu que :</p> <p>Les connaissances et compétences des gestionnaires de programme de santé de la reproduction sont renforcées ;</p> <p>Les questions de santé de la reproduction des femmes, des jeunes et adolescentes sont au cœur des planifications et des politiques publiques</p> <p>Les analyses en matière de santé de la reproduction tiennent compte des défis et questions émergentes notamment le changement climatique, la SR en contexte humanitaire et les questions de lutte contre les violences basées sur le genre.</p>
Supervisory arrangements:	Le (la) consultant(e) travaillera sous la Co-supervision du Secrétaire Général du Ministère en charge de la santé et du représentant adjoint de l'UNFPA. Il sera en étroite collaboration avec le Chef d'unité SR et la Spécialiste de programme SR/PF
Expected travel:	Les honoraires seront pris en charge conformément aux procédures de l'UNFPA. En cas de déplacement sur le terrain, les DSA seront également pris en charge par UNFPA conformément à ses procédures.
Required expertise, qualifications and competencies, including	<p><b>Exigences académiques :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Etre titulaire d'un diplôme de doctorat en médecine ou en sciences sociales et d'une Maîtrise en Santé Publique</li> </ul>

language requirements:	<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Justifier d'au moins 7 d'expérience professionnelle dans le Conseil et l'Elaboration des Politiques de Santé Publiques et/ou dans le domaine de la Santé de la reproduction et planification familiale.</li> <li>▪ Avoir eu des positions de responsabilité dans le secteur public et avoir eu à superviser un assez grand nombre de Staff</li> <li>▪ Avoir conduit au moins 3 expériences de planification et/ ou de formation d'un document cadre en matière de SR/PF</li> <li>▪ Avoir une expérience avérée dans le partenariat/collaboration avec les partenaires techniques et financiers</li> <li>▪ Avoir une bonne maîtrise du Français (oral et écrit) et bonne connaissance de l'Anglais (oral et écrit)</li> <li>▪ Maîtriser l'outil informatique (applications courantes des logiciels de bureau : tableurs, traitement de texte, présentation, etc.) ;</li> <li>▪ Etre orienté vers la réalisation de résultats,</li> <li>▪ Avoir le sens de la responsabilité et de la redevabilité,</li> <li>▪ Faire preuve d'une excellente expertise professionnelle : excellente connaissance des concepts et principes fondamentaux relatifs à la Santé de la reproduction et PF, bonne maîtrise de la problématique et défis de la SR/ PF au Mali, bonne maîtrise des politiques et stratégies nationales en cours dans le domaine,</li> <li>▪ Etre capable de mener une réflexion et analyse stratégique,</li> <li>▪ Travailler en équipe, s'autogérer et gérer ses relations,</li> </ul>
Inputs / services to be provided by UNFPA or implementing partner (e.g. support services, office space, equipment), if applicable:	Le Ministère de la Santé offrira un bureau et des mobiliers de bureau
Other relevant information or special conditions, if any:	Le consultant Assistant Technique sera recruté au grade NOC
<p>Signature of Requesting Officer in Hiring Office:</p> <p>Date:</p>	